

L'actualité économique**La santé financière de l'Etat intéresse peu les Français**

93% DES FRANÇAIS pensent que réduire la dette sera difficile, voire extrêmement difficile. Bien décidé à faire de la pédagogie sur la question, le ministère des Finances a commandé un sondage, début mars, pour mieux cerner le sentiment des Français sur la dette et le pacte de stabilité. Sujet qui, visiblement, ne passionne pas les foules puisque 41% des personnes sondées par TNS-Sofres avouent ne pas savoir si le budget pour 2007 table sur un déficit ou un excédent... On comprend mieux, dans ces conditions, comment les gouvernements ont pu adopter sans difficulté des budgets qui, depuis vingt-cinq ans, reposent sur des dépenses supérieures de 18% en moyenne aux recettes. Le sondage révèle également un certain fatalisme au regard de la dette : les personnes interrogées estiment que sa résorption sera très difficile à cause de son montant, mais aussi parce qu'elle imposera une trop grande réduction des dépenses de l'Etat. Or le rapport Pébereau, justement, montre qu'il est encore possible d'inverser la tendance en réalisant 5 milliards d'économie par an au cours des cinq prochaines années. Un effort important qui ne peut se faire qu'à condition d'opérer un «changement de pratique collective». Malheureusement, 65% des Français avouent ne pas avoir entendu parler du programme de stabilité mis en oeuvre par le gouvernement, visant un retour à l'équilibre des comptes publics d'ici à 2010. Les retraites menacées Pour le sénateur UMP Alain Lambert, membre de la commission, aborder la question de la dette en ne s'intéressant qu'aux chiffres n'est peut-être pas la bonne méthode pour sensibiliser l'opinion. «1 000 milliards ou 2 000 milliards, peu importe les ordres de grandeur : ce qu'il faut, c'est que tout le monde comprenne bien, par exemple, qu'à un moment ou un autre ce sont les retraites qui sont menacées.» Voilà pourquoi le rapport évoque d'autres statistiques comme, par exemple, le fait que si rien ne change, la dette de la France représentera 400% de sa richesse nationale dans un demi-siècle. «Un scénario totalement virtuel, se plaît à rappeler Michel Pébereau, puisqu'il y aura bien longtemps que les marchés auront cessé de prêter de l'argent à la France.» Visiblement, les Français n'en ont pas encore conscience.

Cy. L.